

Indicateurs extra-financiers



Parties prenantes

Dans le cadre de sa démarche de développement durable, Bouygues Construction a mis en place les conditions d'un dialogue permanent avec ses différentes parties prenantes (voir p. 36 à 39).

PARTIES PRENANTES	LEURS ATTENTES	NOS RÉPONSES	LES ORGANES ET LES MODALITÉS DE DIALOGUE
CLIENTS	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de service Compétitivité Innovation Confiance Écoute Éthique 	<ul style="list-style-type: none"> Démarche Qualité Environnement, Sécurité/Santé (Iso 9001, Iso 14001, Ohsas 18001) Programmes de recherche sur la construction durable Éco-variantes proposées aux clients Diffusion du code d'éthique et formation des managers à l'éthique des affaires Offres nouvelles en matière de construction durable (CPE) 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes de satisfaction clients Conventions, journées thématiques Lettres d'information Organisation de « Matinales de la construction durable » / « Club construction durable » réunissant nos clients
ACTIONNAIRES ET COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE	<ul style="list-style-type: none"> Performance économique et rentabilité du Groupe Transparence et information Visibilité à long terme 	<ul style="list-style-type: none"> Publication de documents d'information et de communiqués Publication du document de référence de Bouygues SA et des rapports annuels de Bouygues Construction Réponses aux agences de notation extra-financière ou investisseurs (via Bouygues SA) 	<ul style="list-style-type: none"> Réunions annuelles Site Internet
COLLABORATEURS ET ORGANISATIONS SYNDICALES	<ul style="list-style-type: none"> Conditions de travail Santé/sécurité Droits sociaux et syndicaux Équité Reconnaissance au travail Formation Diversité 	<ul style="list-style-type: none"> Formations : Bouygues Construction University, Égalité des chances, Pro Académie, QSE Academy... Entretien annuel et mobilité interne Actionnariat salarié (Bouygues Partage) et intéressement Avantages sociaux Formation à la sécurité sur les chantiers, sécurité routière, lutte contre les addictions, stress au travail Approche ergonomique, échauffement sur les chantiers Handitour pour sensibiliser les salariés au handicap 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes de satisfaction salariés CHSCT, CE, élections professionnelles Comité diversité Comité prévention santé/sécurité Communication interne (intranet, journaux internes, conférences, affichages) Réunions d'information, journées dédiées
FOURNISSEURS ET SOUS-TRAITANTS	<ul style="list-style-type: none"> Loyauté Équité Pérennité des relations 	<ul style="list-style-type: none"> Charte RSE fournisseurs et sous-traitants Charte grands donneurs d'ordres – PME Partenariats Dossier d'accueil entreprise partenaire Évaluation de la performance RSE des fournisseurs Audits sociaux de nos fournisseurs dans les pays émergents 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes de satisfaction et de perception / Bilans de coopération Conventions Journées d'information et d'échanges Groupes de travail
RIVERAINS DES CHANTIERS	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise et réduction de nos impacts 	<ul style="list-style-type: none"> Démarche environnementale chantier – label Ecosite Logiciels d'estimation du niveau sonore et de simulation acoustique Dispositifs de consultation, de dialogue, d'information 	<ul style="list-style-type: none"> Panneaux d'information Cahiers de doléances N° vert Site Internet chantier Réunions de concertation
SOCIÉTÉ CIVILE (DONT COLLECTIVITÉS), ASSOCIATIONS, ONG	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue et transparence Partenariats durables Respect de la réglementation, des droits du travail et des droits de l'homme Préservation de l'environnement Comportement éthique et responsable 	<ul style="list-style-type: none"> Démarche environnementale chantier – label Ecosite Évaluation de nos émissions de carbone – logiciel CarbonEco® Partenariats environnementaux avec Noé Conservation sur la biodiversité et avec le WWF sur les approvisionnements en bois Partenariats humanitaires : Care France, Architectes de l'urgence, Planète Urgence Fondation d'entreprise Terre Plurielle Comité d'actions citoyennes Contribution au développement économique de nos zones d'implantation 	<ul style="list-style-type: none"> Site Internet Participation à des manifestations externes (Federe...) Adhésion à des organisations favorisant les échanges avec la société civile (Comité 21, Pacte mondial)
COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE, SECTORIELLE (ADEME, CSTB, FNTP, EGF BTP...) ET ÉDUCATIVE	<ul style="list-style-type: none"> R&D et innovation Mutualisation des compétences Partage des connaissances 	<ul style="list-style-type: none"> Mastère spécialisé « construction et habitat durables » en partenariat avec l'Ensam et l'ESTP Participation à des projets de recherche avec le CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment) Création de la chaire « Bâtir durable et innover » avec le CSTB et trois grandes écoles (École des Ponts, École Centrale Paris, Supélec) Projets menés avec la collaboration de l'Ademe (éco-conduite, Bilan Carbone®...) 	<ul style="list-style-type: none"> Participation à différents groupes de travail sur le développement durable dans les fédérations professionnelles Réalisation de conférences/cours Participation aux forums écoles

Note méthodologique du reporting

Procédures méthodologiques

Afin de garantir l'homogénéité des indicateurs sur l'ensemble du périmètre, un guide méthodologique de reporting est diffusé (en français et en anglais) à tous les collaborateurs concernés par la remontée des indicateurs. Il est mis à jour à la suite des travaux de consolidation de l'année précédente et des commentaires des contributeurs. Il détaille les méthodologies à utiliser pour la remontée des indicateurs : définitions, principes méthodologiques, unités, formules de calcul, facteurs de conversion. Un espace dédié sur le site intranet permet de télécharger tous les outils d'aide au reporting.

La collecte, le contrôle et la consolidation des indicateurs de développement durable s'effectuent via Enablon, un progiciel de reporting intégrant un processus de workflow.

Périmètre de consolidation

En 2010, le périmètre « monde » intégré dans Enablon couvre 99 % du chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction (contre 98 % en 2009). Les indicateurs se rapportant au chiffre d'affaires sont calculés sur cette base.

Les entités qui ne consolident pas les données sur tout leur périmètre sont les suivantes :

- Bouygues Bâtiment International : 97 % du chiffre d'affaires consolidé ;
- VSL : 83 % du chiffre d'affaires consolidé ;
- ETDE : 97 % du chiffre d'affaires consolidé.

Pour le pôle Concessions, tous les indicateurs rapportés au chiffre d'affaires n'ont pas été pris en compte. Seules les données sociales et sociétales des activités de ce pôle sont intégrées dans le rapport.

Les indicateurs liés aux ressources humaines couvrent l'ensemble des entités consolidées par le Groupe. Une partie des données sociales a été fournie par la Direction centrale des Ressources humaines de Bouygues Construction.

Comptabilisation des données dans le cadre de groupements, de SEP ou de JV

Quand un chantier est réalisé dans un groupement intégrant plusieurs sociétés de Bouygues Construction, les données liées à ce chantier sont renseignées uniquement par la société mandataire du groupement.

Lorsqu'un chantier est effectué dans le cadre d'une SEP (société en participation) ou d'une JV (joint-venture), les données sont renseignées au

prorata du chiffre d'affaires réalisé par la société de Bouygues Construction concernée.

Choix des indicateurs

Un groupe de travail, constitué d'un représentant de chaque entité de Bouygues Construction et piloté par la Direction du Développement durable, a élaboré un référentiel d'indicateurs environnementaux, sociaux et sociétaux qui permet de suivre l'avancement de notre démarche de développement durable. Le groupe de travail poursuit ses travaux pour améliorer le périmètre d'indicateurs.

Consolidation et contrôle

Les données collectées sont contrôlées puis validées par les entités opérationnelles du Groupe. Les indicateurs sociaux sont approuvés par la Direction centrale des Ressources humaines. La Direction du Développement durable consolide les données et effectue des contrôles de cohérence.

Limites méthodologiques

Les indicateurs de développement durable peuvent présenter des limites méthodologiques du fait :

- de la représentativité des mesures et estimations effectuées ;
- de changements de définition pouvant affecter leur comparabilité ;
- des modalités pratiques de collecte.

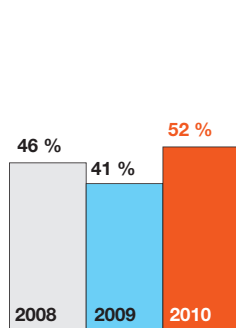
Tableau de bord

	AMBITIONS	CHIFFRES CLÉS 2010	ACTIONS 2010
DÉFIS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX	Promouvoir la construction durable auprès de nos clients et établir une relation de confiance.	<ul style="list-style-type: none"> 82 % du chiffre d'affaires couvert par une triple certification. 	<ul style="list-style-type: none"> Formations à la construction durable des équipes techniques et commerciales pour une intégration systématique dans les offres et une démarche proactive auprès des clients (1 820 personnes formées depuis 2008). Deux nouvelles formations lancées en 2010 à l'international : « Passport to Green Construction » et « Build Green ». Conception d'offres innovantes sur le plan énergétique (ex : 1^{er} Contrat de performance énergétique dans le logement social, BEGreen pour la rénovation de bureaux, Harmonia pour des logements BBC...). Progression de la triple certification Qualité Sécurité Environnement dans les entités et généralisation des enquêtes de satisfaction.
	Intégrer la prise en compte des risques dans la gestion quotidienne de l'entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> 83 % du chiffre d'affaires où une analyse des risques environnementaux est formalisée. 	<ul style="list-style-type: none"> Déploiement de la nouvelle campagne de contrôle interne avec l'autoévaluation des Unités Opérationnelles sur 500 principes. Généralisation de la méthode d'analyse des risques dans toutes les entités de Bouygues Construction (identification, caractérisation, évaluation et hiérarchisation des principaux risques) et intégration dans les plans stratégiques.
	Développer des relations équilibrées avec les fournisseurs et les sous-traitants.	<ul style="list-style-type: none"> 87 % du chiffre d'affaires réalisé par des UO ayant intégré la charte RSE fournisseurs et sous-traitants dans leurs contrats. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la politique d'achats responsables : formation des acheteurs, catalogues éco-produits et éco-matériels, charte RSE fournisseurs annexée aux contrats, évaluation des fournisseurs sur leurs performances RSE par un tiers externe, Ecovadis (164 fournisseurs évalués depuis 2 ans, représentant 415 M€). Partenariat sur les approvisionnements en bois avec le WWF (1^{er} constructeur à intégrer le Réseau Forêt et Commerce). Signature de la charte Grands Donneurs d'ordres - PME sous l'égide du ministre de l'Économie, qui établit 10 engagements pour des achats responsables.
DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX	Renforcer la prise en compte de l'environnement dans la conception des ouvrages.	<ul style="list-style-type: none"> 53 % de bâtiments sous labellisation ou certification environnementale dans le montant de la prise de commandes. 	<ul style="list-style-type: none"> Anticipation de la réglementation thermique en France avec 48 bâtiments labellisés BBC (< 50 kWh/m²/an) réalisés ou en cours. Renforcement de l'expertise en matière de certification environnementale des bâtiments (10 salariés assesses sur les certifications BREEAM, 10 LEED, 20 spécialistes HQE®, H & E). Intensification des programmes de recherche sur la construction durable, animés par un pôle de compétences s'appuyant sur un réseau de 150 experts internes.
	Diminuer les impacts environnementaux de nos activités.	<ul style="list-style-type: none"> 83 % du chiffre d'affaires certifié ISO 14001. 68 % de chantiers labellisés Ecosite. 	<ul style="list-style-type: none"> Lancement de la démarche environnementale chantier et du label Ecosite validant sa mise en œuvre (68 % de chantiers labellisés). Partenariat sur la biodiversité dans les projets d'infrastructures avec Noé Conservation pour cinq ans. Réduction des nuisances aux riverains : logiciels pour simuler et maîtriser le niveau sonore des chantiers, bétons autoplaçants pour supprimer les vibrations.
	Réduire les émissions de CO₂ liées à nos activités.	<ul style="list-style-type: none"> 377 Bilans Carbone® de bâtiments et d'ouvrages d'art réalisés avec CarbonEco®. 	<ul style="list-style-type: none"> Déploiement du logiciel interne CarbonEco® pour réaliser systématiquement le Bilan Carbone® de nos opérations et valoriser des éco-variantes. Élaboration d'offres bas carbone : performance énergétique des bâtiments (BBC), matériaux, modes constructifs.
DÉFIS SOCIAUX ET SOCIÉTAUX	Être leader dans nos métiers en matière de sécurité et de protection de la santé.	<ul style="list-style-type: none"> 83 % du chiffre d'affaires certifié Ohsas 18001. 6,14 : taux de fréquence des accidents du travail. 0,30 : taux de gravité des accidents du travail. 	<ul style="list-style-type: none"> Campagnes de sensibilisation à la sécurité sur les chantiers et sur la route (« Santé, sécurité, je m'engage » auprès de 6 000 collaborateurs et sous-traitants en Ile-de-France) ; « Safety days » dans plusieurs filiales, partenariat avec Pompiers sans frontières sur la sécurité routière). Parcours complet de formation sécurité : « Permis de construire » pour les compagnons, « Vital'Attitude » pour la maîtrise, « Maîtrise des risques, management et attitudes de prévention » pour les managers. Implication des sous-traitants dans les actions sécurité : formation, guide de prévention. Campagne de lutte contre les addictions (alcool, drogues) sur tous les chantiers de Bouygues Entreprises France-Europe.
	Développer les compétences de nos collaborateurs.	<ul style="list-style-type: none"> 48 % de collaborateurs ayant suivi une formation dans l'année. 	<ul style="list-style-type: none"> Politique de formation active qui s'appuie sur des centres de formation internes, au niveau central (Bouygues Construction University, centre d'apprentissage Gustave-Eiffel) et dans les filiales (Pro Académie, VSL Academy, Confucius Training Center en Asie...). Bouygues Construction continue de renforcer son action de formation par l'intermédiaire de Bouygues Construction University (50 formations métiers et modules de management, 1 400 actions de formation par an).
	Favoriser la diversité dans l'entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> 21 % de femmes cadres. 	<ul style="list-style-type: none"> Politique Diversité animée par un comité en charge de coordonner les initiatives des filiales. Formation « Égalité des chances » (300 personnes formées). Mise en œuvre des accords de 2008 sur l'égalité professionnelle hommes/femmes et signature d'accords sur l'emploi des seniors dans toutes les filiales françaises. Une étude sur « la place et l'évolution des femmes au sein de Bouygues Construction » a conduit à l'élaboration d'un plan d'action à décliner dans l'ensemble des entités.
	Participer à la vie économique et sociale des territoires où nous sommes implantés.	<ul style="list-style-type: none"> 439 partenariats soutenant l'insertion, l'éducation et la santé. 	<ul style="list-style-type: none"> Nombreuses opérations pour l'insertion dans les filiales : chantiers-écoles en partenariat avec l'Afpa et Pôle Emploi, intégration de jeunes issus de l'ÉPIDE (Établissement public d'insertion de la Défense), tutorat de lycéens, « Passerelle pour l'emploi » en Ile-de-France pour aider jeunes et adultes à trouver un emploi (86 personnes accompagnées en 2010), partenariat d'ETDE avec le Comité national des régions de quartier. Départ en congés solidaires de 49 collaborateurs avec Planète Urgence depuis trois ans.

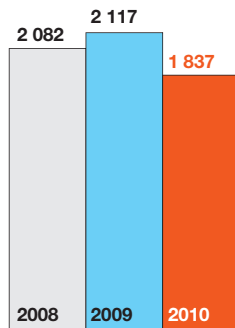
OBJECTIFS 2011	
<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un Club construction durable, lieu de réflexion et d'échange avec les clients et les partenaires de Bouygues Construction, composé de quatre think tanks : Logement social, Énergies renouvelables, Bureaux, Campus universitaires. • Déploiement du plan d'action sur l'éthique des affaires : dispositif d'alerte sur les pratiques anticoncurrentielles, renforcement des investigations préalables à la désignation des agents commerciaux, création d'un comité éthique, plan de formation corporate. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion plus systématique de la construction durable auprès des clients (ex : nouvelles formations pour les design managers à l'international pour devenir assessseurs sur les certifications environnementales LEED ou BREEAM). • Conception d'offres innovantes intégrant de nouvelles technologies pour améliorer la performance environnementale et la qualité d'usage des ouvrages. • Augmentation des enquêtes de satisfaction clients sur le périmètre France-Europe sur 100 % des opérations avec l'objectif d'atteindre 85 % de satisfaction clients.
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'analyse et du suivi des risques tout au long du projet (suivi de l'évolution de chaque risque, formation des collaborateurs). 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du déploiement des démarches de contrôle interne et d'analyse et de suivi des risques. • Mise en œuvre des axes d'amélioration identifiés.
<ul style="list-style-type: none"> • Actions visant à associer les sous-traitants à la démarche : livret d'accueil sous-traitant portant sur la santé et la sécurité, la qualité, l'environnement et la lutte contre le travail dissimulé, formations, bilans de coopération. • Lutte contre le travail illégal : contrôle systématique des papiers d'identité et des autorisations de travail, badge à l'entrée, organisation de contrôles internes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement du nombre de fournisseurs évalués par Ecovadis et audit des fournisseurs à faible score, intégration de la performance RSE dans le choix des fournisseurs pour les contrats-cadres. • Meilleure intégration des critères d'achats découlant des certifications BREEAM et LEED dans la politique achats responsables de Bouygues Construction. • Formation des acheteurs à l'achat responsable de bois dans le cadre du contrat avec le WWF. • Suivi des partenariats avec les fournisseurs et sous-traitants déployés sous leurs différentes formes.
<ul style="list-style-type: none"> • Création de la chaire de recherche « Bâtir durable et innover » avec l'École des Ponts, Centrale Paris, Supélec et le CSTB sur les technologies bas carbone, les bâtiments et les villes durables. • Partage de la connaissance sur la construction durable en interne et en externe : site intranet dédié, formations, mastère spécialisé avec l'ESTP et l'Ensam, travaux avec le CSTB. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des programmes de recherche sur la construction durable (budget en hausse de 43 % par rapport à 2010). • Poursuite des travaux avec le CSTB sur le logiciel Élodie pour conduire une analyse de cycle de vie (ACV) des bâtiments. • Développer les formations pour devenir LEED AP et/ou BREEAM International Assessor. • Poursuite des travaux de rénovation énergétique du siège de Bouygues Construction visant une triple certification (HQE®, BREEAM et LEED). • Approfondissement de l'analyse de la qualité environnementale des matériaux (base éco-produits).
<ul style="list-style-type: none"> • Actions de concertation et d'écoute des riverains : réunions d'information, sites Internet, numéro vert, journées portes ouvertes, enquêtes de satisfaction. • Sensibilisation des collaborateurs aux éco-gestes sur les chantiers et dans les établissements. 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du déploiement de la démarche Ecosite chantier. • Augmentation de la part d'achats de produits bois d'origine connue et/ou certifiée, conformément aux engagements pris avec le WWF dans le cadre de l'adhésion au GFTN. • Établissement de partenariats avec nos fournisseurs pour limiter les emballages et les chutes de matériaux.
<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des émissions liées aux transports : véhicules d'entreprise moins émetteurs de CO₂, plans de déplacement d'entreprise (PDE) dans cinq filiales et au siège de Bouygues Construction, formations à l'éco-conduite... 	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche sur les bâtiments bas carbone dans le cadre de la chaire « Bâtir durable et innover ». • Expérimentation sur les chantiers de Bouygues Entreprises France-Europe du béton autoportant bas carbone. • Lancement du logiciel CarbonEco® « sièges » pour une quantification complète des émissions de GES de Bouygues Construction. • Conception d'une politique de déplacements favorisant l'éco-mobilité.
<ul style="list-style-type: none"> • Déploiement de l'échauffement des compagnons avant leur prise de poste. • Campagne de vaccination de tous les compagnons au Vietnam, en Thaïlande et en Guinée équatoriale. • Signature d'accords sur la prévention des risques psychosociaux dans plusieurs entités (Bouygues Bâtiment Ile-de-France, Quille, DV Construction), création d'un module de formation pour lutter contre le stress au travail (3 sessions en 2010). 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite d'une politique active de prévention santé et sécurité, avec des actions de sensibilisation et de formation pour les collaborateurs, les intérimaires et les personnels des sous-traitants. • Déploiement de la formation sur le stress au travail (6 sessions programmées).
<ul style="list-style-type: none"> • Formations développement durable et construction durable dans les cursus de Bouygues Construction University. • Déploiement des enquêtes de satisfaction collaborateurs (6 950 personnes interrogées depuis 2009). • Création d'une formation de départ à la première expatriation, « Day One » (10 sessions en 2010). 	<ul style="list-style-type: none"> • Fort accent mis sur les formations répondant à des problématiques sécurité et construction durable. • Déploiement du programme de formation « Campus relationnel » pour aider les cadres récemment promus à développer une attitude de respect et d'écoute.
<ul style="list-style-type: none"> • Accords ou conventions avec l'Agefiph dans la plupart des entités pour l'intégration de personnes handicapées, binômes RH-acheteurs pour favoriser le recours au secteur protégé, opérations itinérantes de sensibilisation sur les chantiers, intitulées « Handitour ». 	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelles sessions de la formation « Égalité des chances » (8 sessions en 2011). • Mise en œuvre du plan d'action sur la place des femmes dans l'entreprise. • Prolongement de la politique en faveur de l'emploi de personnes handicapées et des actions vers le secteur protégé.
<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à des associations parrainées par des collaborateurs à travers la fondation d'entreprise Terre Plurielle pour l'accès à la santé, l'éducation et l'insertion (53 projets financés depuis sa création en 2009). • Partenariats pour répondre à des situations d'urgence avec Care France à Cuba (construction et réhabilitation de 3 000 maisons en deux ans) et Architectes de l'urgence (à Haïti notamment). 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des actions en faveur de l'insertion dans l'ensemble des territoires où Bouygues Construction est présent. • Actions de mécénat à travers la fondation Terre Plurielle et les partenariats déployés localement.

Les défis économiques

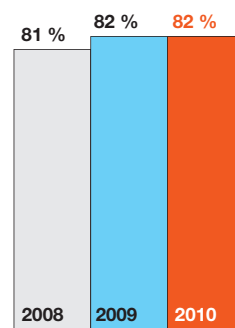
ÉTABLIR UNE RELATION DE
CONFIANCE AVEC LES CLIENTS



Part d'opérations livrées faisant l'objet d'un processus d'enquête de satisfaction clients. (Monde hors ETDE (83 % CA) – GRI PR5)

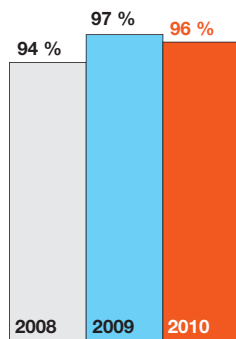


Nombre de cadres formés à l'éthique des affaires au cours des trois dernières années. (Monde – GRI SO3)



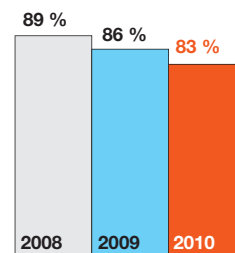
Part du chiffre d'affaires couverte par une triple certification qualité sécurité environnement (QSE). (Monde – GRI PR1)

METTRE EN PLACE UN SYSTÈME DE
MANAGEMENT DE LA QUALITÉ

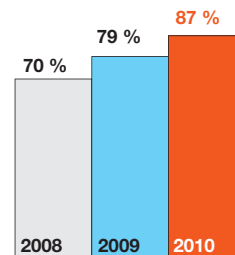


Part du chiffre d'affaires couverte par un système de management de la qualité (SMQ) certifié ISO 9001. (Monde – GRI PR1)

IMPLIQUER LES FOURNISSEURS ET LES SOUS-TRAITANTS
DANS LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



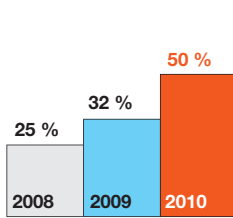
Part du chiffre d'affaires réalisée par des Unités Opérationnelles ayant développé un plan d'action pour impliquer les sous-traitants dans la démarche QSE. (Monde 2010 – Interne Hors VSL et Bouygues Bâtiment International en 2008 et 2009)



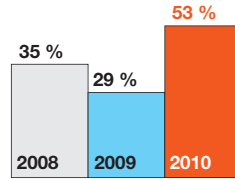
Part du chiffre d'affaires réalisée par des Unités Opérationnelles ayant intégré dans leurs contrats sous-traitants et fournisseurs la charte de développement durable de manière systématique. (Monde 2010 – Interne Hors VSL et Bouygues Bâtiment International en 2008 et 2009)

Les défis environnementaux

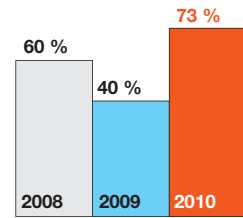
CONCEVOIR DES OUVRAGES DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ÉLEVÉE



Part du budget de R&D consacrée à la construction durable.
(Monde – Interne)

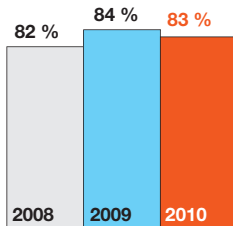


Part des bâtiments sous labellisation ou certification environnementale dans le montant de la prise de commandes.
(Activités bâtiment en France et à l'international [65 % CA] – Interne)

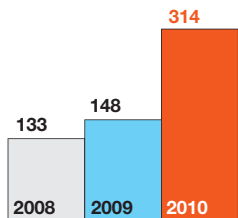


Part des bâtiments sous labellisation ou certification environnementale prise en commande dans l'année quand Bouygues Construction est en conception-construction.
(Activités bâtiment en France et à l'international [65 % CA] – Interne)

DIMINUER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE NOS ACTIVITÉS



Part du chiffre d'affaires couverte par un système de management de l'environnement (SME) certifié ISO 14001
(Monde – GRI PR1)



Nombre des bâtiments sous labellisation ou certification environnementale dans le montant de la prise de commandes.
(Activités bâtiment en France et à l'international [65 % CA] – Interne)

259

Chantiers labellisés Ecosite au 31 décembre 2010 (label environnemental chantier interne), soit **68 % des chantiers labellisables**.
(Monde hors VSL – Interne)

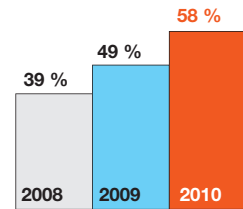
DIMINUER ET RECYCLER LES DÉCHETS

2 342

Quantité totale de déchets dangereux collectés (en tonnes).
(Monde – GRI EN22)

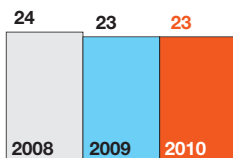
919 382

Quantité totale de déchets non dangereux collectés (en tonnes).
(Monde – GRI EN22)



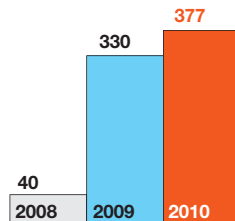
Part de déchets non dangereux valorisés.
(Entreprises France-Europe [30 % CA] – GRI EN22)

RÉDUIRE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE



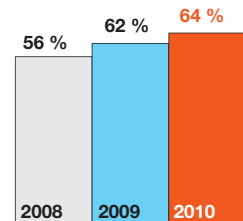
Consommation totale de carburant en millions de litres (flotte VL de l'entreprise).
(France – GRI EN3)

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE CO₂



Nombre de Bilans Carbone® réalisés.
(Monde – EN16)

LIMITER LES NUISANCES POUR LES RIVERAINS



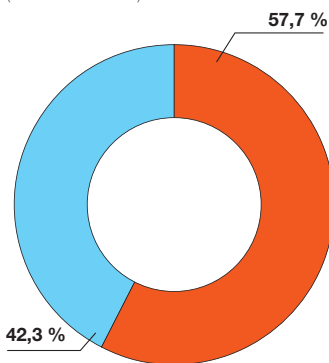
Part des chantiers faisant l'objet d'actions de concertation, de communication ou d'évaluation de la satisfaction des riverains.
(Monde hors ETDE et VSL [81 % CA] – Interne)

Les défis sociaux et sociétaux

ATTRACTIVITÉ

54 126

collaborateurs en 2010.
(France – GRI LA1)



RÉPARTITION DE L'EFFECTIF

■ International
■ France

15,9 M€

versés au titre de l'intéressement
(sommes versées en 2010 au titre
de 2009).

(France – Interne)

29,2 M€

versés au titre de la participation
(sommes versées en 2010 au titre
de 2009).

(France – Interne)

34,5 M€

versés au titre de l'abondement
PEE en 2010.

(France – Interne)

85 %

des collaborateurs ont participé
aux dernières élections du Comité
d'entreprise contre 84,5 % en 2009.

(France – Interne)

109

accords collectifs ont été négociés
en 2010, y compris NAO
(négociations annuelles
obligatoires), contre 119 en 2009.

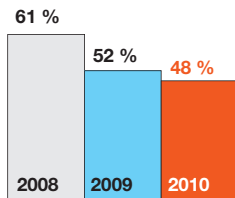
(France – Interne)

1,3 M€

versés au titre de l'abondement
Perco en 2010.

(France – Interne)

DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES
DES COLLABORATEURS



Part de collaborateurs ayant
suivi une formation dans l'année.
Par statut (2010) : Management
(international uniquement) : 47 %
/ Cadres : 74 % / Etam : 68 % /
Compagnons (monde) : 36 %.
(Monde – GRI LA10)

6 950

collaborateurs ont répondu à une
enquête de satisfaction au cours
des deux dernières années.

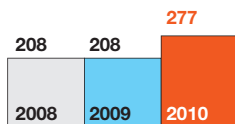
(Monde – Interne)

5,40 %

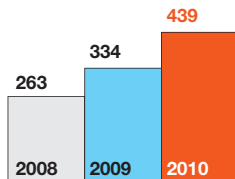
de la masse salariale
consacrée à la formation en
2009 (contre 5,12 % en 2008).

(France – Interne)

PARTICIPER À LA VIE ÉCONOMIQUE ET
SOCIALE DES TERRITOIRES

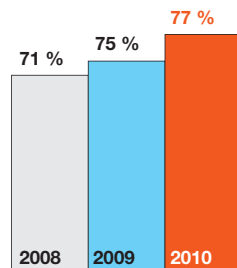


Nombre d'opérations
conduites dans l'année
en collaboration avec les
structures locales d'insertion.
(France [61 % CA] – Interne)



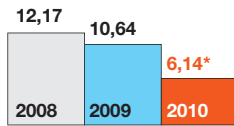
Nombre de partenariats
visant à soutenir l'insertion,
l'éducation et la santé
conduits dans l'année.
(Monde – Interne)

SUIVRE LE PARCOURS PROFESSIONNEL
DES COLLABORATEURS

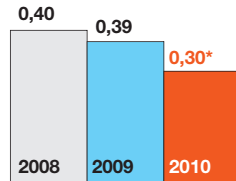


Part de collaborateurs
bénéficiant d'une évaluation
régulière des performances et
de l'évolution de leur carrière.
(France – GRI LA12)

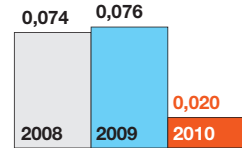
RENFORCER LA PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ



Taux de fréquence des accidents du travail des collaborateurs.
(Monde – GRI LA7)



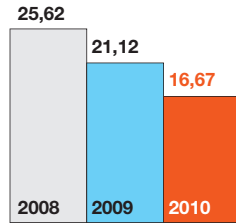
Taux de gravité des accidents du travail des collaborateurs.
(Monde – GRI LA7)



Indice de fréquence* des accidents mortels de collaborateurs.
(Monde – GRI LA7)

15,93* %

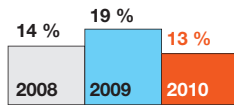
Taux de fréquence global des accidents du travail des collaborateurs.
(Monde – GRI PR1)



Taux de fréquence des accidents du travail des intérimaires « chantier »
(Monde hors BI (78 % CA) - Interne)

0,06

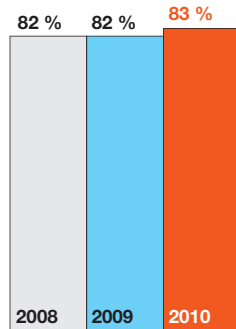
Indice de fréquence des accidents du travail mortels des intérimaires « chantiers ».
(Monde – Interne)



Taux de fréquence des accidents de la route avec tiers pour la flotte de l'entreprise.
(Monde – Interne)

77

cas de maladies professionnelles de collaborateurs reconnues par la Sécurité sociale en 2010.
(Europe 74 % – GRI LA7)



Part du chiffre d'affaires couverte par un système de management de la sécurité (SMS) certifié ILO, Ohsas 18001 ou équivalent.
(Monde – GRI PR1)

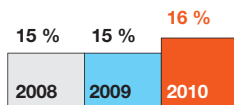
*Pour se conformer aux pratiques de la profession, Bouygues Construction a modifié sa méthode de calcul pour les indicateurs portant sur la sécurité en 2010. Les indicateurs sont désormais calculés en prenant en compte l'ensemble des collaborateurs et non uniquement les collaborateurs affectés à la production. Avec l'ancien mode de calcul : taux de fréquence = 7,61 ; taux de gravité = 0,39.

Taux de fréquence = Nombre d'accidents du travail avec arrêt x 1 000 000/nombre d'heures travaillées.

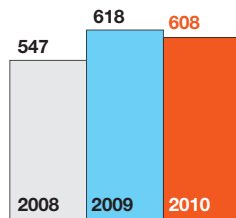
Taux de gravité = Nombre de jours d'arrêt de travail x 1 000/nombre d'heures travaillées.

Indice de fréquence des accidents de travail mortels = Nombre de décès à la suite d'un accident de travail x 1 000/population concernée.

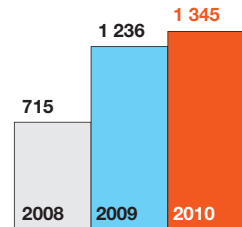
FAVORISER LA DIVERSITÉ



Part de femmes sur l'ensemble de l'effectif. Par statut (2010) : Top Management (membres du Comité de direction) : 9 % / Cadres : 21 % / Etam : 32 % / Compagnons : 1 %.
(France – GRI LA13)



Nombre de travailleurs handicapés en CDI en France.
(France – Interne)



Chiffre d'affaires (en k€) des travaux confiés aux établissements et services d'aide par le travail dans l'année.
(France – Interne)

Auto-évaluations des entités sur la démarche Actitudes

Afin de piloter la mise en œuvre de la démarche, un référentiel précise les attendus pour les 42 actions. Les entités et les Unités Opérationnelles évaluent leur degré d'avancement selon quatre niveaux et fixent leurs objectifs pour la fin de l'année.

MÉTHODOLOGIE D'AUTO-ÉVALUATION DE LA DÉMARCHE ACTITUDES

Ce processus d'auto-évaluation permet à chaque structure d'évaluer ses performances, de fixer ses propres priorités au sein du socle commun d'actions et leur rythme de mise en œuvre.

Périmètre

En 2010, le périmètre d'application des auto-évaluations sur le référentiel Actitudes représente 100 % du chiffre d'affaires du Groupe. Par groupe Bouygues Construction consolidé, on entend l'ensemble des entités opérationnelles et Unités Opérationnelles (UO), hors pôles Concessions et Groupements d'intérêt économique (GIE), qui, bien que non consolidés, font l'objet d'un suivi spécifique.

Les activités du pôle Concessions n'étant pas consolidées sur le plan financier, les notes des auto-évaluations ne sont pas consolidées au niveau de Bouygues Construction, mais présentées à part.

Processus

Un guide méthodologique pour le Groupe a été rédigé en 2009 afin de préciser le processus d'auto-évaluation concernant :

- le périmètre d'application ;
- les rôles et responsabilités ;
- les règles et recommandations pour les notations ;
- les étapes du processus ;
- le planning associé.

Pour la majorité des entités, la note attribuée correspond à la moyenne des notes évaluées au niveau des Unités Opérationnelles qui les composent. Pour les autres, la note est un résultat tenant compte à la fois d'une évaluation de la mise en œuvre sur le terrain et d'une appréciation par le Comité de direction de l'entité. Une marge d'incertitude est liée à ces différences de méthode. Le champ des actions non applicables doit être défini et validé au niveau de l'entité.

Pour mieux refléter le poids respectif des entités, les notes ont été pondérées par leur chiffre d'affaires.

Vérification externe

Après quatre années de mise en œuvre, le Groupe a souhaité reconduire un audit indépendant de sa démarche Actitudes, dont les conclusions et les travaux sont détaillés page 73.

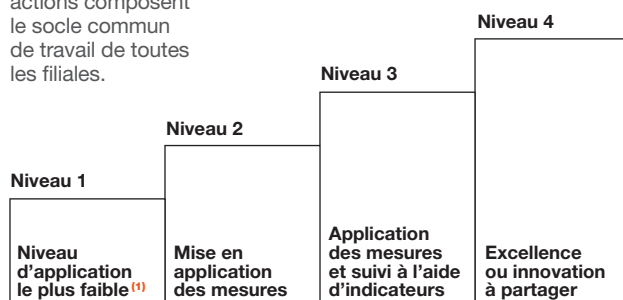
Cet audit, conçu dans une logique d'audit de suivi, a été conduit au niveau de quatre Unités Opérationnelles pour l'exercice 2010 avec une sélection de six chantiers de gros œuvre. ●

(1) Pour 31 actions sur 42 du référentiel, le niveau 1 ne correspond à aucune action spécifique mise en place. Pour 11 d'entre elles, le niveau 1 correspond à un niveau d'application faible : mise en place de mesures ponctuelles ou sur un périmètre restreint.

LES QUATRE NIVEAUX D'AVANCEMENT

42

actions composent le socle commun de travail de toutes les filiales.





RÉSULTATS DES AUTO-ÉVALUATIONS 2010

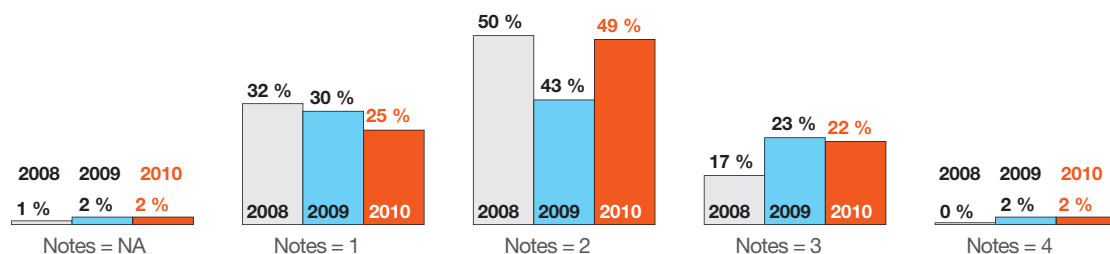
Le processus s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue par l'application de l'auto-évaluation au niveau d'Unités Opérationnelles, de chantiers et de fonctions supports de plus en plus nombreux et par la maîtrise croissante de la méthodologie.

En 2010, 73 % des notes des entités opérationnelles atteignent un niveau supérieur ou égal à 2 (stade de mise en application des mesures) et 24 % des notes atteignent un niveau supérieur ou égal à 3 (stade de suivi des mesures à l'aide d'indicateurs). La répartition des notations montre une progression globale entre 2009 et 2010. Les notes de niveau 1 sont en recul de 16 % par rapport à 2009 au profit d'une progression de 7 % pour les notes supérieures au niveau 2. Cette progression reflète la poursuite du déploiement de la démarche Actitudes dans les entités et les Unités Opérationnelles.

Une analyse approfondie permet de constater que la progression des notes supérieures au niveau 2 se situe majoritairement entre 2,5 et 3. La nécessité de fournir des indicateurs de suivi pour atteindre le niveau 3 explique souvent la difficulté à franchir cette étape, même si les actions sont mises en œuvre.

Dans le cadre du suivi spécifique du Pôle Concessions (non consolidé), il est à noter que 88 % des notes du Pôle Concessions atteignent en 2010 un niveau supérieur ou égal à 2 (stade de mise en application des mesures) et 43 % des notes atteignent un niveau supérieur ou égal à 3 (stade de suivi des mesures à l'aide d'indicateurs). ●

BOUYGUES CONSTRUCTION
(PÉRIMÈTRE HORS PÔLE CONCESSIONS)



NA : non applicable.

NIVEAU DE DÉPLOIEMENT PAR AXE

En 2010, le niveau de déploiement est en progression sur six axes du référentiel Actitudes et en particulier sur les axes portant sur les clients, les risques et la gestion des sous-traitants. Seul l'axe 7 enregistre une légère baisse en moyenne pondérée.

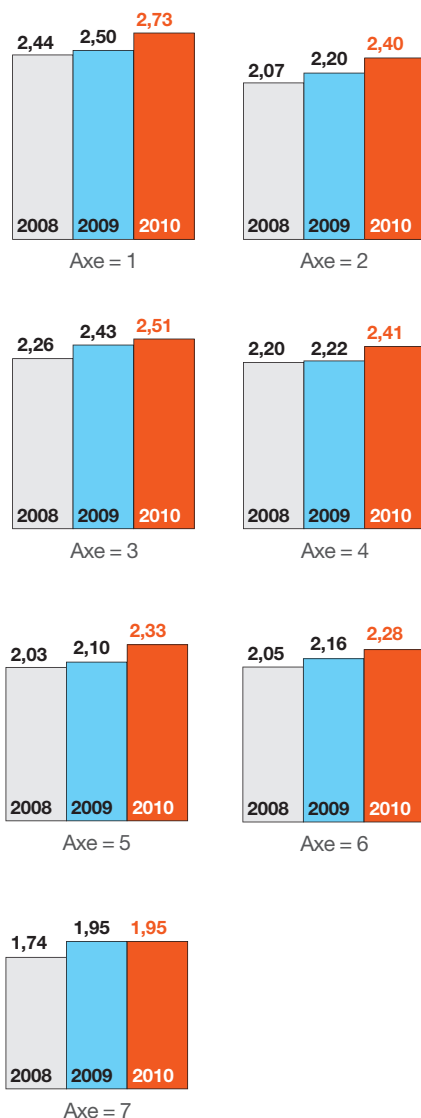
Sur le périmètre Bouygues Construction consolidé, la moyenne de réalisation globale est de 2,37 sur 4

en données brutes, en progression de 7 % par rapport à 2009 (2,22).

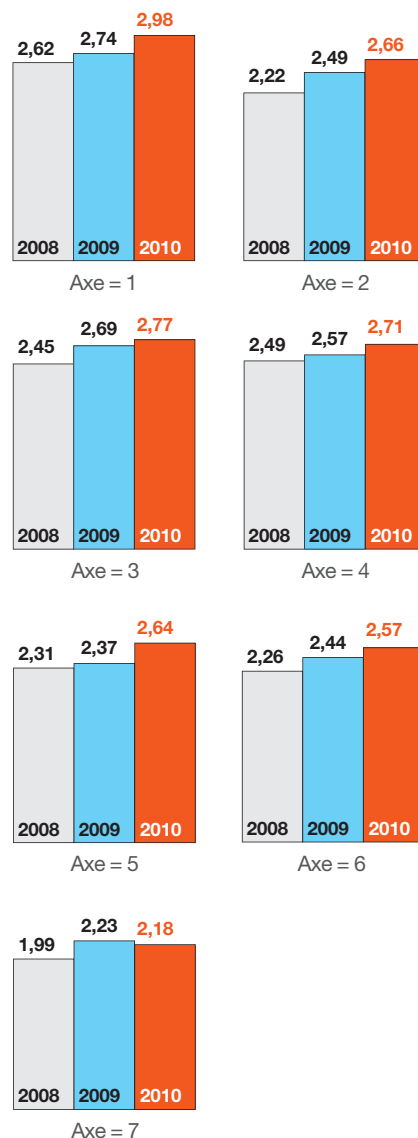
La pondération par le chiffre d'affaires, qui permet de refléter le poids respectif des entités, porte la moyenne de réalisation globale pour le Groupe à 2,6 en 2010 (contre 2,5 en 2009).

MOYENNE DES NOTES SUR 4

BOUYGUES CONSTRUCTION - DONNÉES BRUTES (PÉRIMÈTRE HORS PÔLE CONCESSIONS)



BOUYGUES CONSTRUCTION - DONNÉES PONDÉRÉES PAR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTITÉS (PÉRIMÈTRE HORS PÔLE CONCESSIONS)



Rapport d'examen

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'AUTO-ÉVALUATION DE LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ACTITUDES

À la suite de la demande qui nous a été faite, nous avons procédé à des contrôles visant à nous permettre d'exprimer l'assurance modérée que les résultats de l'auto-évaluation de la démarche de développement durable Actitudes relative à l'exercice 2010, présentés en pages 70 et 71 du rapport d'activité 2010, ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel d'auto-évaluation, version 2, d'octobre 2009 (le « Référentiel »).

Il est de la responsabilité de la Direction du Développement durable de Bouygues Construction d'établir l'auto-évaluation et le Référentiel, consultables sur le site Internet du Groupe.

Il nous appartient, sur la base de nos contrôles, d'exprimer une conclusion sur l'auto-évaluation de la démarche de développement durable Actitudes.

Nos contrôles ont été conduits conformément au standard international ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagement, décembre 2003). Notre indépendance est définie par les textes législatifs et réglementaires ainsi que par le code de déontologie de la profession.

La conclusion formulée ci-après porte sur ces seuls éléments et non sur l'ensemble des informations ou des indicateurs de développement durable du rapport. Une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des contrôles plus étendus.

Nature et étendue des contrôles

Pour exprimer notre conclusion, nous avons conduit les contrôles suivants :

- Nous avons apprécié le Référentiel au regard de sa précision, sa clarté, son objectivité, son exhaustivité et sa pertinence par rapport aux enjeux et activités de construction.
- Au niveau du Groupe et des sept entités, nous avons mené des entretiens auprès des responsables de la mise en œuvre de la démarche et de l'auto-évaluation. À ces niveaux, nous avons pris connaissance des différentes modalités de déploiement de la démarche, mis en œuvre des procédures analytiques et vérifié, sur la base de sondages, la consolidation des auto-évaluations.
- Un panel de quatre Unités Opérationnelles¹ présentes dans six pays (Burkina Faso, Cameroun, France, Guinée équatoriale, Mali, Maroc), contribuant à 4,4 % du chiffre d'affaires consolidé, a été retenu pour couvrir les activités qui n'avaient pas été auditées lors de nos travaux précédents. Au

niveau de ces Unités Opérationnelles, nous avons apprécié les modes de déploiement de la démarche, vérifié la compréhension et l'application du Référentiel et mené des tests de détail, sur la base de sondages, consistant à rapprocher les auto-évaluations avec les pièces justificatives. Nous avons également évalué le déploiement d'Actitudes sur le terrain en menant des entretiens sur une sélection de six chantiers².

- Nous avons revu la présentation de la synthèse et de la note méthodologique présentées dans le rapport en pages 70 à 72.

Les quatre Unités Opérationnelles sélectionnées cette année n'étant pas suffisamment représentatives de l'ensemble des activités et implantations du Groupe, nos travaux s'appuient également sur la confiance établie lors des contrôles effectués sur les deux exercices précédents pour nous permettre d'exprimer une conclusion.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de ces contrôles, aux équipes spécialisées de M. Éric Duvaud, associé en charge de notre Département Environnement et Développement durable.

Informations sur le Référentiel

Le Référentiel appelle de notre part les commentaires suivants :

Pertinence

- La structure du Référentiel en sept axes et 42 actions prend en compte les enjeux majeurs des activités de construction du groupe Bouygues Construction.
- Il pourrait évoluer afin de renforcer le poids de l'axe 6, consacré à la conception des ouvrages, et couvrir l'enjeu de protection de la biodiversité. Pour les activités du Groupe ne relevant pas directement de la construction de bâtiments (Bouygues Travaux Publics, DTP Terrassement, pôle Concessions, ETDE), il gagnerait à être adapté pour mieux couvrir leurs enjeux propres.

Exhaustivité En 2010, l'appropriation de la démarche s'est élargie par un déploiement du référentiel Actitudes dans les entités jusque-là moins avancées.

Clarté L'entité Bouygues Entreprises France-Europe a précisé les règles de notation pour quelques actions qui présentaient encore des difficultés de compréhension ou d'interprétation, ce qui a permis d'améliorer la fiabilité des auto-évaluations ; ce même

travail pourrait être effectué par chaque entité afin de généraliser cette amélioration à l'ensemble du périmètre consolidé.

Neutralité Nous souhaitons attirer l'attention du lecteur sur le fait que le système de notation allant de 1 à 4 et non de 0 à 4, la note moyenne se situe arithmétiquement à 2,5. L'atteinte de la note 2 correspond toutefois à une première mise en application des mesures.

Fiabilité

- Les critères visant à déterminer le niveau d'application de l'auto-évaluation (Unité Opérationnelle, taille des chantiers, fonctions supports) devraient être mieux définis dans le référentiel Actitudes, afin de fiabiliser les consolidations réalisées aux différents niveaux.

- Les contrôles réalisés par les personnes en charge de la validation au niveau des entités pourraient être renforcés pour certaines d'entre elles. Le Référentiel pourrait utilement préciser la nature des contrôles à effectuer, les données à valider, et détailler les procédures de contrôle interne applicables au niveau local.

Conclusion

Sur la base de nos contrôles, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que l'auto-évaluation de la démarche de développement durable Actitudes a été établie, pour l'exercice 2010, dans tous ses aspects significatifs, conformément au Référentiel.

Paris-La Défense, le 31 mars 2011

Ernst & Young Audit :

Jean Bouquot

Assisté d'Ernst & Young Département Environnement et Développement durable : Éric Duvaud

1. Bouygues Entreprises France-Europe (Pertuy Construction), DTP Terrassement (Route et Terrassement International), Bouygues Travaux Publics (Grésillons 2), Bouygues Bâtiment International (Bymaro).

2. Chantier de construction de 106 logements à Jarville et chantier du nouvel hôpital de Metz (Pertuy Construction) ; parking Marsa Maroc à Casablanca et chantier de trois immeubles de bureaux à Casablanca (Bymaro) ; chantier d'extension de la station d'épuration des Grésillons (TPRP) ; chantier de la RN5 au Burkina Faso (FTI).

Bouygues Construction

1, avenue Eugène Freyssinet
Guyancourt
78065 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex
Tél. : +33 1 30 60 33 00
Fax : +33 1 30 60 20 91
communication@bouygues-construction.com



ENTREPRENDRE À L'ÉCOUTE D'UN MONDE EXIGEANT